

Syndicat Mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise
Février 2024
Rapport d'orientation budgétaire

Les orientations budgétaires du Syndicat Mixte sont **fortement impactées** par la Révision du SCoT. D'un coût d'environ 250 000 € HT ou 300 000 € TTC (hors participation de l'équipe), réduit en principe d'une aide de l'Etat (DGD) de 132 000 €, ces dépenses impactent fortement les finances du Syndicat. Et en particulier sa trésorerie du fait du décalage dans la perception de la DGD et surtout du FCTVA. Il en est de même pour l'étude sur l'impact de la loi ZAN sur le foncier.

Des dépenses de fonctionnement maîtrisées et un déficit d'investissement important

Elles sont basées sur un effectif revenu à la normale (un directeur, 2 chargées de mission, une secrétaire comptable à temps partiel (10 heures par semaine) et sur l'incidence des augmentations accordées dans le cadre du RIFSEEP. Soit en 2023 une dépense d'environ 150 000 €. Les autres charges évoluent autour de 50 000 €. A noter que début 2024, le Syndicat mixte a déménagé de locaux ce qui permet une diminution du poste « loyer et charges ». Reste la dépense exceptionnelle correspondant aux frais d'avocat, liée au contentieux en cours (13 000 € en 2023).

Ces frais de fonctionnement sont couverts par la cotisation des EPCI membres, soit 221224€ en 2023, avec une marge pour les dépenses exceptionnelles et l'autofinancement des investissements réduits. L'excédent dégagé en 2023, soit 55 782 €, provient de la participation de l'Etat (32 000 € de DGD) et de la valorisation des travaux en régie.

On voit que malgré des dépenses de fonctionnement maîtrisées, la marge que dégage la section de fonctionnement est très réduite. C'est la raison pour laquelle il est proposé de reconduire le principe acté en 2022, d'augmenter le montant de la cotisation d'un pourcentage égal à l'inflation constatée en 2023, soit 4,9%.

Par ailleurs, le déficit d'investissement constaté - du fait de l'absence de recettes - est très important et de l'ordre de – 177 000 euros.

Une section d'investissement déséquilibrée

La Révision du SCoT :

Outre le travail important accompli par l'équipe, le Syndicat Mixte a signé un contrat de prestations avec le Cabinet Alpicité en 2022 pour un montant de 200 000 € HT et 240 000 € TTC. Il convient d'y ajouter les frais annexes et notamment l'enquête publique, pour environ 50 000 €. Ces dépenses s'étalent sur la période 2023/2025.

En 2023, l'impact financier de la Révision s'élève de la façon suivante :

Dépenses TTC : 96 000 €

Recettes : Versement DGD de l'Etat pour la phase PAS : 32 000 € (au lieu des 50 000 € annoncés)

En 2024 la prévision de dépenses est de : 170 000 € TTC

Pas de recettes escomptées bien que nous ferons une demande complémentaire de 18 000 €

En 2025 la prévision de dépenses est de 50 000 € TTC (dont Bureaux d'études et enquête

publique)

En recette nous percevrons le FCTVA des dépenses de 2023 (20 000 €)

En 2026 nous ne prévoyons que quelques résidus de dépenses, et en recette le FCTVA correspondant aux dépenses de 2024 (environ 23 000 €), ainsi que la participation de la DGD de 50 000 €

L'étude sur l'impact foncier de la Loi ZAN

Le Syndicat Mixte a été lauréat en 2022 d'une étude lancée par l'ADEME et financée également par la Région pour un montant de dépenses de 95 000 € HT, subventionnée à hauteur de 75 000 € (50 000 € de l'ADEME et 25 000 € de la Région).

Cette étude s'échelonne sur 3 ans (2023/2025).

Pour 2023 les dépenses (hors travaux en Régie) se sont élevées à environ 58 000 € TTC. Pas de subventions reçues.

Pour 2024, les dépenses pour les études s'élèveront à 50 000 € TTC, et les subventions pour 25 000 €.

Pour 2025, les études seront soldées et le Syndicat mixte devrait recevoir 50 000 € de subventions (25 000 € ADEME, 25 000 € Région).

Il faut ajouter une subvention de 15 000 € de l'ADEME pour des travaux en régie sur le programme de recherche Maltose.

Une trésorerie largement déficitaire

Comme indiqué en préambule la trésorerie du Syndicat est mise à mal par les décalages entre les dépenses d'investissement et la perception des subventions et du FCTVA.

Le compte administratif 2023 fait apparaître un déficit d'investissement de 81 500 €. Il peut être comblé sans difficulté par un excédent de fonctionnement de clôture de 182 900 €. Il reste ainsi à la fin de l'année 2023, un excédent d'environ 100 000 €.

Par contre, le budget 2024 fait apparaître encore un déficit d'investissement important.

On retrouve un équilibre financier en 2025 et 2026 avec la perception des subventions et du FCTVA.

Il convient donc de mobiliser pour l'année 2024 une recette supplémentaire d'environ 80 000€.

La solution proposée serait la reprise de la provision pour contentieux inscrite en 2022 pour un montant de 100 000 €. En effet l'évolution de ce contentieux est favorable, et n'engendrera pas de dépenses (hors frais d'avocat) en 2024.